

JUSTICE ÉCONOMIQUE : POUR QUE TOUT LE MONDE Y TROUVE SON COMPTE

Chaque jour, nous avons sous les yeux des exemples d'inégalités économiques que nous ressentons souvent comme des injustices.

Nous nous posons des questions : d'où cela vient-il? Est-ce qu'on peut changer les choses?

Voici une série de trois fiches qui présente 1) les origines des injustices économiques; 2) quelques grands enjeux actuels de l'économie mondiale; et 3) des solutions pour mettre fin aux injustices et cheminer vers une véritable **justice économique**.

2 150
personnes
multimilliardaires
se partagent une fortune plus grande que
les revenus des 4,6 milliards
de personnes les moins nanties¹



POURQUOI NOTRE ÉCONOMIE EST-ELLE SI INJUSTE? UN PEU D'HISTOIRE.

Le peuple grec, dans l'antiquité, parlait d'οικονομία / oikonomia pour dire gérer la maisonnée, tenir maison. De là vient notre mot « économie ». Ce terme regroupe aujourd'hui des activités qui ont une longue histoire : produire ce qui est nécessaire à la survie, collaborer dans le travail, échanger des biens et des services. Mais où en sommes-nous maintenant, comment est gérée « la maisonnée » aujourd'hui?

Les inégalités, fruits de décisions humaines

Bien malheureusement, nous constatons que les inégalités, tant à l'intérieur des pays qu'entre les pays, sont d'une profondeur sans précédent. En 2021, les **2 150 personnes multimilliardaires les plus riches se partagent une fortune plus grande que les revenus des 4,6 milliards de personnes les moins nanties**¹. L'humanité a beau avoir les connaissances et les moyens d'assurer les besoins de base et une vie digne à tous les êtres humains, l'Unicef nous apprend que plus de 5 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent chaque année de causes évitables ou de maladies qu'on aurait pu soigner. À Madagascar, la première grande famine directement causée par la crise climatique frappe 1 million et demi de personnes.

Des catastrophes peuvent survenir n'importe où. Mais elles ont des impacts bien différents selon les conditions socio-économiques des gens. Si on compare les crises (par exemple la pandémie mondiale de la COVID-19 ou le réchauffement climatique) à une tempête sur la mer, toute une partie de l'humanité n'a que de petits bateaux à rames sans veste de sauvetage; il y en a même qui sont pris dans l'eau sans rien du tout; par contre, d'autres ont des bateaux luxueux, conduits par les meilleurs pilotes, et même des jets privés pour échapper à la mer. Bref, selon nos conditions socio-économiques, les moyens pour composer avec une crise sont extrêmement différents et les chances de nous en sortir sont très inégales.

Si les femmes, les personnes LGBTQI2S+, les peuples autochtones, les populations migrantes et réfugiées, les personnes vivant avec un handicap, sont plus susceptibles de vivre de l'exclusion et des situations de pauvreté ou de difficultés économiques, ce n'est pas par hasard. C'est que les principes et les règles qui régissent notre économie ont été décidés non par la nature, mais par des êtres humains. D'hier à aujourd'hui, ces décisions reflètent **les intérêts et les idées défendues par les élites**, c'est-à-dire les groupes et les personnes en haut des pyramides sociales. La suite de cette fiche va tenter de montrer le contexte économique dans lequel les démocraties occidentales se sont mises en place au tournant du 18^e siècle et comment les inégalités et les rapports de pouvoir font partie de cette histoire.

¹ Celles qui comptent. Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités., Oxfam-Québec, janvier 2021.

Au commencement : libre et égaux, les humains?

Malheureusement, dans les faits, tous les êtres humains ne sont pas libres et égaux. L'idée que des êtres humains sont supérieurs à d'autres fait partie des fondements de nos sociétés et elle perdure aujourd'hui, sous de multiples formes. Les « démocraties » occidentales se définissaient à l'origine comme une forme d'organisation politique rassemblant des citoyennes et citoyens libres et égaux; pourtant, elles ont conservé l'ancienne idée qu'une certaine minorité était supérieure aux autres êtres humains. C'est ainsi qu'au début, les systèmes démocratiques de la France, de l'Angleterre, des États-Unis et du Canada, ont réservé les droits civils et politiques aux hommes blancs propriétaires terriens et propriétaires d'esclaves : eux seuls étaient considérés comme des citoyens libres et égaux, ont eu le droit de vote et celui d'exercer le pouvoir.

Les femmes, les communautés autochtones, les personnes pauvres et racisées, entre autres, ont été systématiquement et ouvertement exclues de la démocratie. C'est ce qu'on peut qualifier de **déshumanisation** : considérer des groupes de personnes comme si elles appartenaient à une catégorie inférieure, en les prétendant moins capables. On ne parle pas d'une période lointaine dans l'histoire, mais de faits relativement récents. Il a fallu de nombreuses luttes, jusque dans les années 1970, pour que les groupes exclus finissent par être à peu près reconnus comme des citoyennes et citoyens à part entière. Dans les faits, de multiples inégalités de droits continuent de perdurer.

Terreau de l'économie mondiale : le colonialisme et l'esclavagisme

Les démocraties occidentales actuelles sont aussi nées dans le terreau de deux grands systèmes d'exploitation économiques : **le colonialisme et l'esclavagisme**, qui commencèrent au 15^e siècle pour s'étendre officiellement jusqu'au 20^e siècle².

À l'époque, les élites européennes ont soutenu activement les progrès de la navigation afin d'aller au-delà de l'Europe pour conquérir de nouveaux territoires, particulièrement dans les Amériques et en Afrique. Ainsi débute l'histoire mondiale de pillages des ressources et des terres de nombreux peuples, la plupart autochtones; c'est aussi une histoire de traite et d'esclavage de millions de personnes, surtout des populations noires d'Afrique. « Pendant plus de 400 ans, plus de 15 millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont été victimes de la dramatique traite transatlantique des esclaves, l'un des chapitres les plus sombres de l'histoire humaine.³»

C'est ainsi qu'ont été jetées les bases de l'économie mondiale actuelle, par le **commerce triangulaire** : chargés de produits manufacturés, les navires partaient d'Europe sur l'océan Atlantique vers les ports nouvellement construits par les colons sur les côtes d'Afrique. Ils échangeaient leur cargaison contre des milliers de personnes noires mises en esclavage, puis ils reprenaient la mer vers les Antilles et les Amériques, où ils revendaient les esclaves dans les colonies, achetant en échange de nombreuses matières premières dont l'Europe avait besoin. Ainsi, ils complétaient le triangle en retournant en Europe écouler ces nouvelles marchandises. Le tout s'effectuait bien sûr au profit des élites européennes. C'est également le début des entreprises internationales, avec l'établissement des comptoirs commerciaux dans les colonies.

Ces élites européennes considéraient leurs formes d'organisation politique et économique, leurs cultures, leurs religions, leurs langues et leurs arts comme les seuls valables. Les structures et les cultures des autres peuples ont été qualifiées de barbares ou primitives et ravalées au rang de folklore figé dans le passé. Certains de ces peuples ont été l'objet de nombreuses politiques visant à les assimiler et les faire disparaître, allant même jusqu'au génocide, comme ce fut le cas pour les peuples autochtones au Canada.

Les puissances colonisatrices ont abondamment utilisé la violence armée, les meurtres, la répression, les manipulations politiques, la corruption et le pouvoir de la richesse pour accaparer les territoires des autres peuples et pour déployer l'esclavagisme. Partout à travers le monde, des personnes et des populations ont lutté activement contre ces dominations et exploitations. L'une des premières et plus significatives luttes de libération moderne est celle des esclaves d'Haïti (1791-1804), qui résistèrent longuement pour mettre fin au système colonial articulé autour des plantations de cannes à sucre et de café, où régnait une très grande violence. L'esclavage est légalement aboli presque au milieu du 19^e siècle, mais il faut attendre la fin de ce siècle pour que les empires coloniaux commencent à perdre de leur emprise, notamment en Amérique latine.

#JQSI2022

#JusticeÉconomique

² Colonialisme et esclavagisme sont employés pour désigner des sociétés dont l'économie repose sur la colonisation et l'esclavage.

³ Nations Unies, Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine 2015-2024.



Le 20^e siècle : nouvelles élites, nouvelles idées, mêmes injustices

La montée de l'économie capitaliste aux 18^e et 19^e siècles a fait émerger un monde qui reste inégalitaire et injuste. Le 20^e siècle débute alors que culmine la **révolution industrielle** qui a remplacé l'agriculture et l'artisanat par les manufactures et les usines comme mode de production. Un changement déterminant se produit alors dans les pays occidentaux et au sein du commerce international : une nouvelle élite se hisse à la tête des pouvoirs mondiaux, une élite purement économique et financière, soit les industriels, les propriétaires d'entreprises et les investisseurs. Comme les anciennes élites, celles-ci investissent de façon importante dans l'exploitation des ressources naturelles et l'accaparement des territoires; et elles ont besoin d'exploiter la force de travail à très peu de frais. C'est le début de la **mondialisation capitaliste**, rendue possible par le développement des moyens de transport et l'avènement de l'informatique. L'esclavage a été aboli, mais des dynamiques de traite et de travail forcé continuent et deviennent de plus en plus complexes.

Les nouvelles élites économiques promeuvent activement le **libéralisme économique**, qui deviendra le **néolibéralisme** à partir des années 1970-80. Cette doctrine place la propriété privée des entreprises et l'enrichissement individuel au cœur de l'économie, et les marchés sont censés s'équilibrer par le jeu de l'offre et de la demande. Mais surtout, il s'agit de pousser les gouvernements à adopter des accords, des normes, des politiques et des règles économiques visant à protéger toujours davantage la liberté des entreprises et des investisseurs, souvent au détriment des droits et libertés des populations et de la protection de la nature.

Comme les siècles précédents, le 20^e siècle fut aussi marqué par d'importantes victoires des mouvements noirs, féministes, queer et autochtones dans leurs luttes pour la reconnaissance des droits des personnes auparavant exclues de la citoyenneté. Sur le plan international, le milieu du siècle dernier a été caractérisé par la fondation des Nations Unies (ONU) et par la décolonisation et les indépendances pour la majorité des territoires colonisés d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient. Mais les dynamiques de supériorité et de domination politiques entre les pays ne sont pas disparues pour autant.

Aujourd'hui

Aujourd'hui, nous sommes face à de nouvelles formes, beaucoup plus complexes et nombreuses, de dominations politiques et économiques mondiales. Les femmes, les personnes noires, les peuples autochtones, les personnes migrantes, vivant avec un handicap, celles des communautés, les personnes et communautés LGBTQI2S+ et les peuples des pays du Sud continuent de faire face à de nombreux obstacles empêchant leur épanouissement personnel et collectif. Leur travail et leurs ressources sont exploités pour très peu et ils doivent se battre pour revendiquer le respect de leurs droits et l'égalité. À l'inverse, les entreprises multinationales, les banques et les élites commerciales et financières mondiales ont acquis un pouvoir et un espace de liberté sans précédent dans l'histoire! Ces dynamiques sont expliquées dans la fiche 2 l'économie mondiale d'aujourd'hui et le pouvoir démesuré des entreprises transnationales tandis que **des pistes d'action et de solutions** sont explorées dans la fiche 3 sur l'économie. **Visitez jqsi.qc.ca/ressources**

Merci à Laurence Fortier du Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière (CRÉDIL), Eduardo Malpica du Comité de Solidarité/Trois-Rivières, Amélie Nguyen du Centre international de solidarité ouvrière (CISO), Marie-Ève Marleau du Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL), Antonella De Troia, Virginie Gagnon d'Oxfam-Québec et Élisabeth Germain, pour leurs révisions et leurs commentaires éclairés.



Les JQSI sont appuyées financièrement par